

**Arrêté préfectoral n° AP-2024-32-DREAL portant prolongation
d'exploitation d'une carrière**

Société CAR.EL.MA

Carrière de Les Rousses (39220)

LE PRÉFET DU JURA
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 181-14 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;
Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 ;
Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 ;
Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
Vu l'arrêté préfectoral n°AP-2014-13-DREAL en date du 19 mai 2014, autorisant la société CAR EL MA SAS dont le siège social est situé à route du Fort Risoux - 39220 Les Rousses, à exploiter une carrière de roches calcaires et une installation de traitement de matériaux sur le territoire de la commune de Les Rousses, lieu-dit « Grand Crêtet » ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° AP-2020-25-DREAL du 9 juin 2020 portant prescriptions complémentaires pour autoriser une activité de recyclage de déchets bitumineux et modifier le volume de déchets inertes utilisés pour la remise en état d'une carrière à ciel ouvert de roches calcaires massives sur la commune de Les Rousses ;

Vu la demande déposée le 2 août 2023 par la société CAR.EL.MA S.A.S complétée le 24 avril 2024, en vue de prolonger l'activité de la carrière située sur le territoire des communes de Les Rousses ;

Vu le rapport du 14 juin 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance du demandeur par courriel du 13 juin 2024 ;

Vu l'absence d'observations du demandeur sur ce projet ;

Considérant que le site faisant l'objet de modifications est régi par les règles de la procédure d'autorisation environnementale pour l'exploitation d'installations classées relevant de la rubrique 2510-1 sous le régime de l'autorisation, des rubriques 2515-1-a et 2517-1 sous le régime de l'enregistrement ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 19 mai 2014 susvisé ;

Considérant que la prolongation d'exploitation de la carrière par la société CAR.EL.MA S.A.S engendre également une modification du plan de phasage d'extraction et la mise à jour des garanties financières ;

Considérant que l'exploitation de la carrière sera poursuivie au sein du périmètre d'extraction autorisé à ce jour, sans extension et dans les limites du gisement fixées initialement ;

Considérant que la modification de l'installation envisagée par la société CAR.EL.MA S.A.S ne relève pas des catégories du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient toutefois de préciser les modifications des plans de phasage d'extraction et de mettre à jour les garanties financières à la suite de ces modifications ;

Considérant que ces prescriptions sont nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Jura ;

Arrête

Article 1 – Identification

L'arrêté préfectoral n°AP-2014-13-DREAL du 19 mai 2014 autorisant la société CAR.EL.MA S.A.S, dont le siège social est situé 120 route des Buclets – 39400 Morbier, à exploiter une carrière de roches calcaire sur le territoire de la commune de Les Rousses (lieu-dit « Grand Crêtet », sur une superficie totale de 9 ha 26 a 18 ca), ainsi qu'une installation de traitement des matériaux (concassage-criblage) et l'arrêté préfectoral complémentaire n°AP-2020-25 du 9 juin 2020 autorisant la société CAR.EL.MA S.A.S à créer une activité de recyclage de déchets bitumineux et modifier le volume de déchets inertes utilisés pour la remise en état, sont modifiés et complétés par les dispositions du présent arrêté.

Article 2 – Durée d'exploitation

Les prescriptions ci-après se substituent aux prescriptions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral n°AP-2014-13-DREAL du 19 mai 2014 susvisé :

« L'autorisation initialement accordée pour une durée de 11 ans, est prolongée de 2 années supplémentaires qui inclut la remise en état complète du site (12 mois), soit 12 années d'exploitation effective et une année de remise en état. »

Article 3 – Garanties financières

Les prescriptions ci-après se substituent aux prescriptions de l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°AP-2020-25 du 9 juin 2020 susvisé :

Le montant des garanties financières est fixé comme suit :

Phase	Montant pour la phase en euros (€)	Indice TP 01
De la date de notification du présent arrêté jusqu'au 19 mai 2027	192 290	mai 2023 : 128,9

Article 4 – Modalités d'extraction - dispositions générales

Les prescriptions ci-après se substituent aux prescriptions du 3^e alinéa de l'article 14 de l'arrêté préfectoral n°AP-2014-13-DREAL du 19 mai 2014 susvisé :

« L'extraction doit être réalisée suivant un schéma comportant 2 périodes successives d'une durée de 5 ans et une période d'une durée de 2 ans concernant l'extraction et d'une période finale d'1 an concernant la fin de la remise en état. »

Article 5 – Extraction

Les prescriptions ci-après se substituent aux prescriptions du 1^e alinéa de l'article 19 de l'arrêté préfectoral n°AP-2014-13-DREAL du 19 mai 2014 susvisé :

« L'exploitation est réalisée pendant 2 phases de 5 ans et une phase de 2 ans (annexe 1). »

Article 6 – Notification et publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'état dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie de Les Rousses dans les conditions prévues au 2^e de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société CAR.EL.MA S.A.S.

Article 7 – Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Besançon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

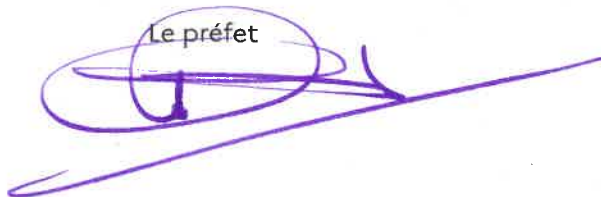
Article 8 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture du Jura, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, la maire de Les Rousses, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée :

- au maire de la commune de Les Rousses ;
- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, à Lons-le-Saunier (unité interdépartementale Jura et Saône-et-Loire).

Fait à Lons-le-Saunier, le **18 JUIN 2024**

Le préfet

A stylized signature in blue ink, consisting of a large loop and a long horizontal stroke extending to the right.

Serge CASTEL

Plan d'extraction



